



Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Groupe d'experts de la comptabilité nationale****Vingt-deuxième session**

Genève, 25-27 avril 2023

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau**Ordre du jour provisoire annoté de la vingt-deuxième session**

Organisée sous la forme de réunions en présentiel au Palais des Nations, à Genève, du 25 au 27 avril 2023.

I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau.
2. Mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements.
3. Mondialisation.
4. Transition numérique.
5. Bien-être et durabilité.
6. L'impact de forts taux d'inflation sur la comptabilité nationale.
7. Indicateurs en temps réel et prévisions immédiates.
8. L'incidence des migrations sur la comptabilité nationale.
9. Conclusions, prochaines étapes et adoption du rapport.
10. Éléments d'information et questions diverses.

II. Annotations**Point 1****Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau**

1. La session est organisée en application de décisions prises par la Conférence des statisticiens européens (ECE/CES/2022/16 et ECE/CES/2022/16/Add.1) et par le Groupe d'experts de la comptabilité nationale, à sa vingt et unième session (ECE/CES/GE.20/2022/2).



Point 2

Mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements

Contributions : Responsable et rédacteur principal du projet de mise à jour du SCN, Division de statistique de l'ONU, Fonds monétaire international (FMI), Équipe spéciale de la communication, Équipe spéciale de l'économie informelle

2. Au titre de ce point, on présentera l'état d'avancement du programme de travail pour la mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) et du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition (MBP6), en accordant une attention particulière aux mises à l'essai des notes d'orientation et à leurs premières mises en application, à la structure de la version mise à jour du SCN et aux plans annotés de certains chapitres. Il sera également question de l'élaboration de conseils d'application concernant les nouveaux éléments des manuels actualisés. En outre, des informations seront fournies sur les avancées récemment enregistrées par l'Équipe spéciale de la communication et l'Équipe spéciale de l'économie informelle.

Point 3

Mondialisation

Contributions : Équipe de travail de la mondialisation, Statistics Denmark, Statistics Finland (à confirmer), Office fédéral de la statistique allemand (DESTATIS), Statistics Indonesia (à confirmer), Institut national de la statistique italien (ISTAT)

3. Au titre de ce point, l'accent sera mis sur les recommandations relatives à la mondialisation pour la mise à jour du SCN 2008 et du MBP6. Un rapport d'étape de l'Équipe de travail de la mondialisation rendra compte des progrès récents, y compris concernant le traitement des actifs de commercialisation ainsi que l'élaboration de statistiques permettant de comprendre les changements dans les accords de production mondiaux dus au rôle des entreprises multinationales ainsi que des entités ad hoc.

4. En présentant son rapport d'étude pays par pays sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS¹) pour la représentation de la structure des entreprises multinationales et l'enregistrement des flux économiques entre leurs unités (BEPS Country by Country Report for representing the structure of multi-national enterprises and recording the economic flows between units), l'ISTAT démontrera comment l'utilisation de ce rapport – avec une référence à la fois aux informations qualitatives et aux données quantitatives – peut permettre d'obtenir une représentation globale et une analyse exhaustive d'une entreprise multinationale, de recenser les flux économiques entre les unités d'un groupe multinational et, ainsi, d'obtenir plus d'informations pour une estimation correcte du produit intérieur brut (PIB) et du revenu national brut (RNB). La présentation passera en revue les caractéristiques du rapport BEPS pays par pays, les informations et les données qui peuvent en être déduites, ainsi que la méthodologie appliquée. Enfin, une étude de cas sera examinée et les résultats obtenus seront analysés.

5. Le deuxième exposé de l'ISTAT présentera les travaux qu'il mène sur la compilation de tableaux étendus des ressources et des emplois pour l'économie italienne. Disposer d'informations plus détaillées dans le cadre du SCN aiderait à détecter et à interpréter les phénomènes émergents, comme le rôle des multinationales ou les chaînes de valeur mondiales, et à évaluer l'hétérogénéité croissante des unités économiques, par exemple entre les petites et les grandes entreprises et selon le degré d'ouverture internationale des entreprises. La compilation de tableaux étendus des ressources et des emplois permet de répondre à de nombreux besoins analytiques naissants. En outre, les informations incluses dans les tableaux étendus des ressources et des emplois constituent un point de départ pour la compilation de tableaux d'entrées-sorties étendus, qui peuvent être utilisés pour des analyses d'impact et structurelles (relationnelles). Le dispositif prend en compte trois critères

¹ BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) = érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (<https://www.oecd.org/tax/beps/>).

de ventilation au sein de chaque secteur : la gouvernance, le marché visé et la taille. En les intégrant, on obtient 48 strates. Pour chaque branche d'activité (98 secteurs d'activité économique), une série d'agrégats (production, coûts intermédiaires, valeur ajoutée, emploi, rémunération des salariés, excédent brut d'exploitation, nombre d'entreprises, exportations, importations) sont ventilés à l'aide des strates susmentionnées. Le commerce international est également ventilé par zone géographique d'origine et de destination.

6. L'exposé de Statistics Finland, intitulé « Trade in value added indicators – improved timeliness and new information on global value chains » (Les indicateurs du commerce en valeur ajoutée : résultats plus rapides et nouvelles informations sur les chaînes de valeur mondiales) décrira comment les indicateurs annuels de l'OCDE sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA) sont utilisés, notamment par les négociateurs commerciaux et les économistes en Finlande. Cependant, la mise en place et la tenue à jour d'un cadre mondial pour ces indicateurs (base de données inter-pays sur les entrées-sorties) prennent du temps et le délai de publication de ces indicateurs est long. Le délai de publication était considéré comme le principal obstacle à l'utilisation efficace de ces indicateurs en Finlande. Statistics Finland et l'OCDE ont lancé un projet conjoint en 2019 pour raccourcir ce délai en utilisant des données sur le commerce extérieur disponibles plus rapidement et des données préliminaires sur les comptes nationaux. Les indicateurs TiVA annuels préliminaires pour la Finlande sont désormais publiés régulièrement en tant que statistiques expérimentales dans un délai de dix-sept mois. Le projet a également permis de mettre au point de nombreux nouveaux indicateurs de l'hétérogénéité des entreprises et des effets du commerce extérieur sur l'emploi en reliant les données sur les entreprises et les employés. Ces indicateurs ont permis d'évaluer les facteurs de dépendance à l'égard des produits intermédiaires importés et les effets des variations importantes du volume du commerce extérieur sur l'économie, au moment où les chaînes de valeur mondiales ont été secouées par les crises et les chocs actuels.

7. Statistics Denmark présentera un résumé de ses travaux visant à mettre au point des statistiques qui aident à comprendre les effets de la mondialisation sur l'économie extérieure et à analyser les implications pour la balance des paiements danoise de la mise à jour des dispositions du SCN et du MBP concernant les biens échangés dans le cadre d'arrangements de fabrication mondiaux. Pour donner aux utilisateurs une perception plus exacte et plus complète des effets de la mondialisation, l'accent a été mis sur une analyse plus intégrée des statistiques issues de différents domaines. Les données sur le commerce international de marchandises ont été intégrées dans les statistiques de la balance des paiements, avec une séparation entre les marchandises qui traversent une frontière et celles qui n'en traversent pas. En outre, de nombreux travaux ont été lancés en vue de mieux faire comprendre les effets de la mondialisation par les utilisateurs des données. Le niveau de détail des statistiques a été augmenté pour mieux éclairer l'organisation internationale de la production. Les travaux visant à améliorer la compilation et la diffusion des statistiques se poursuivront afin de favoriser une meilleure compréhension du commerce international et de l'importance des arrangements de production mondiaux. L'exposé abordera également les incidences pour la balance des paiements danoise de l'application de la note d'orientation C.4 « Négoce international et producteurs sans usine », en se concentrant sur les transactions déclarées par les entreprises multinationales danoises du secteur manufacturier. Cette analyse fournit un test précoce de l'un des changements introduits dans le nouveau manuel de la balance des paiements.

8. L'exposé de DESTATIS intitulé « Identifying economic ownership of Intellectual Property Products: The German experience » (Déterminer la propriété économique des produits de propriété intellectuelle : l'expérience allemande) abordera l'expérience acquise par l'Allemagne dans l'utilisation de l'arbre de décision pour l'attribution des produits de propriété intellectuelle proposé dans le Guide pour la mesure de la production mondiale. Déterminer la propriété économique de biens n'est pas chose facile, en particulier pour les produits de propriété intellectuelle, qui ne sont pas limités physiquement et dont la propriété peut être facilement transférée au-delà des frontières. La détermination de la propriété économique devient encore plus difficile lorsqu'il s'agit d'entreprises multinationales qui organisent leur activité économique sans être limitées par les frontières ou les territoires. Le Guide pour la mesure de la production mondiale propose un arbre de décision permettant de déterminer la propriété économique des produits de propriété intellectuelle au sein des groupes multinationaux, sur la base des transactions qui s'y rapportent provenant des

statistiques sources. DESTATIS a appliqué l'arbre de décision dans le cadre des travaux sur la réserve transversale relative à la mondialisation, qui a été placée par la Commission européenne pour les données sur le revenu national brut de tous les États membres de l'Union européenne en avril 2020. Dans l'ensemble, l'expérience allemande de l'application de l'arbre de décision a produit des résultats variés. Compte tenu des données disponibles dans le système statistique allemand, l'arbre de décision s'est avéré utile pour déterminer la propriété économique des produits de propriété intellectuelle pour les petites unités ayant certaines activités commerciales. Pour les unités complexes et de grande taille, les données disponibles dans le système statistique allemand comme dans le système statistique européen sont globalement trop limitées pour permettre l'application de l'arbre de décision. La situation actuelle doit être améliorée dans la réglementation européenne concernant la collecte des données sur les produits de propriété intellectuelle, et pas seulement en Allemagne.

9. L'exposé de Statistics Indonesia intitulé « Economic Ownership of IPP of Listed Companies in Indonesia » (Propriété économique des produits de propriété intellectuelle des sociétés cotées en Indonésie) présentera l'expérience acquise par l'organisme national de statistique indonésien dans la mise à l'essai de l'arbre de décision proposé dans le Guide pour la mesure de la production mondiale. Une étude précédente sur les entreprises multinationales dans les comptes institutionnels sectoriels indonésiens a montré que les multinationales non financières étrangères effectuaient des transactions avec des tiers et des parties liées, qui sont des sociétés mères, des entités sous contrôle commun et des actionnaires majoritaires. Les transactions effectuées avec ces parties liées comprenaient l'exportation de produits finis et l'importation de matières premières, le paiement de redevances, les frais de service, le paiement de dividendes et les facilités d'emprunt. Les entreprises multinationales se voient accorder des licences de marques et de technologies par la société mère ultime ou par une entité du même groupe multinational. Sur la base de ce constat, la mise à l'essai de l'arbre de décision sur la propriété économique pourrait être appliquée aux entreprises cotées en Indonésie qui fournissent des informations détaillées sur leurs accords d'octroi de licences technologiques détenues par des entreprises du groupe multinational, y compris les licences technologiques futures, pendant la période de l'accord. Les essais sont effectués en obtenant des données et d'autres informations auprès des entreprises et en analysant les états financiers de leurs sociétés mères.

Point 4

Transition numérique

Contributions : Équipe spéciale de la transformation numérique, Statistique Canada, Statistics Indonesia (à confirmer) et Institut national de statistique et de géographie mexicain (INEGI)

10. Au titre de ce point, l'accent sera mis sur les recommandations relatives à la transformation numérique pour la mise à jour du SCN 2008 et du MBP6. Le rapport d'étape de l'Équipe spéciale de la transformation numérique fera le point sur l'avancement des différents volets de travail, notamment les données en tant qu'actif, l'intelligence artificielle, l'informatique en nuage, les plateformes d'intermédiaires numériques, les actifs cryptographiques et les jetons non fongibles. Il informera également les participants sur les résultats des tests et des essais préliminaires d'application des notes d'orientation.

11. Statistics Indonesia présentera les points saillants de ses travaux sur les estimations expérimentales de la valeur ajoutée numérique dans l'économie indonésienne et sur la possibilité d'utiliser des identités décentralisées pour saisir la dynamique du financement décentralisé. Le passage au numérique généralisé a entraîné de profonds changements structurels et a des répercussions sur de nombreuses problématiques macroéconomiques, notamment relatives au marché du travail, à la dynamique de l'inflation, au progrès technologique et à la croissance future, ainsi qu'à la transmission des chocs. Il faut des données économiques numériques pour rendre possibles des politiques davantage fondées sur les faits. Une estimation expérimentale de la valeur ajoutée numérique en Indonésie a été mise au point en utilisant le cadre des tableaux des ressources et des emplois. Les données couvrent le tableau des ressources et des emplois pour 2016, les statistiques du commerce

électronique et le PIB. Cette expérience a été réalisée en appliquant une méthode de répartition de la production basée sur les catégories de produits. Les résultats indiquent que le secteur du numérique en Indonésie représentait environ 4 % du PIB pour la période 2013 - 2018, plus que l'administration publique (3,98 %), l'éducation (3,49 %) et l'hébergement et la restauration (3,04 %). Le secteur du numérique est dominé par l'informatique et les télécommunications, suivies par les contenus et médias numériques et le commerce électronique. La deuxième partie de l'exposé décrira les possibilités pour les autorités statistiques d'utiliser des identités décentralisées pour mesurer le financement décentralisé. Le marché du financement décentralisé, en croissance exponentielle, est difficile à mesurer dans les statistiques économiques. La nature de ces transactions ne permet pas de recevoir directement des données des plateformes de financement décentralisé. La solution la plus envisageable est l'utilisation d'outils d'analyse des chaînes de blocs pour surveiller et détecter les transactions sur ces plateformes.

12. L'exposé de l'INEGI, intitulé « Towards the digital economy: Mexico's case » (Vers l'économie numérique : le cas du Mexique) présentera les travaux de mise au point des estimations de la valeur ajoutée brute du commerce électronique dans les comptes nationaux du Mexique. Les premières estimations ont été publiées en 2018. Elles couvrent actuellement la période de 2013 à 2021. L'exposé donnera un aperçu des travaux menés en vue d'appliquer les définitions, concepts et cadres méthodologiques de l'OCDE, du G20 et du FMI sur la transition numérique dans le but de compiler des tableaux des ressources et des emplois numériques pour le Mexique pour 2018 montrant les incidences de l'accélération récente de la transformation numérique sur les principaux indicateurs, à savoir la production, la consommation et le commerce. On a aujourd'hui surtout besoin d'informations sur les ressources et emplois en matière de biens et services numériques, l'objectif étant de rendre visible dans les statistiques macroéconomiques la transformation numérique des produits et des secteurs.

13. Enfin, Statistique Canada présentera ses travaux récents sur l'élaboration d'estimations des données conformément aux recommandations de la note d'orientation DZ.6 « Recording and valuation of data in National Accounts » (Enregistrement et évaluation des données dans le cadre de la comptabilité nationale).

Point 5

Bien-être et durabilité

Contributions : Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité, Office fédéral de la statistique allemand (DESTATIS), Statistics Indonesia (à confirmer), Institut national de la statistique italien (ISTAT), Institut national de statistique et de géographie mexicain (INEGI) et Banque centrale européenne (BCE)

14. Les débats au titre de ce point seront axés sur les mises à l'essai et les premières mises en application des recommandations dans des domaines tels que les activités non rémunérées des ménages, les comptes de répartition, les soins de santé, l'éducation et le capital humain, ainsi que les questions économique-environnementales. Le rapport d'étape de l'Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité fournira une vue d'ensemble de l'état d'avancement de la mise à jour du SCN et des résultats de la consultation mondiale, en faisant ressortir les points saillants des nouveaux concepts et extensions proposés dans chaque domaine à l'examen.

15. L'Institut national de statistique et de géographie mexicain (INEGI) présentera un exposé sur les statistiques dérivées des comptes nationaux qui contribuent à mesurer le bien-être et la durabilité. Certaines des recommandations sur la mise à jour du SCN ont souligné la nécessité de compléter les comptes de base par des indicateurs et des tableaux supplémentaires ou étendus afin de soutenir, entre autres, le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a été constaté que l'on pouvait définir des indicateurs et des comptes capables de faire la lumière sur certaines dimensions du bien-être, par exemple le travail ménager non rémunéré ou la comptabilité environnementale. Depuis quelques décennies, le système de comptabilité nationale du Mexique enregistre les transactions effectuées par les unités économiques en y ajoutant des détails sur l'activité

économique et le capital naturel, humain et social. En outre, la mise au point de comptes satellites permet d'élargir le champ de mesure en couvrant les questions environnementales, le travail ménager non rémunéré et le bénévolat, et fournit une image plus complète et plus détaillée en ventilant certains indicateurs par différentes variables, par exemple le sexe.

16. Statistics Indonesia présentera ses travaux dans des exposés intitulés « Accounting for Environmental Assets in National and Sub-National Level: Discrepancies and Reconciliation » (Comptabilisation des actifs environnementaux aux niveaux national et infranational : écarts et rapprochements) et « Measuring Depletion-adjusted Net Domestic Product » (Mesure du produit intérieur net ajusté de l'épuisement des ressources). L'environnement et le capital naturel sont des éléments importants pour le bien-être et la durabilité d'un pays. La mesure des ressources naturelles est essentielle pour souligner le niveau de durabilité de la croissance économique d'un pays. Le Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE) fournit un cadre et une méthodologie convenus au niveau international pour évaluer l'économie et l'environnement en incluant dans la comptabilité nationale les actifs naturels non produits, mais des divergences peuvent apparaître dans le calcul de la valeur monétaire de ces actifs aux niveaux national et sous-national. Dans cet exposé, il sera question de l'origine des écarts, d'après l'expérience de l'Indonésie dans la compilation des comptes d'actifs pour les ressources en charbon au niveau national et provincial (sous-national), ce qui passera par l'examen des estimations de la durée de vie des actifs, du choix du taux d'actualisation, et des lacunes possibles des sources de données. En outre, l'exposé abordera la compilation du produit intérieur net corrigé de l'épuisement des ressources, qui est un indicateur de la croissance économique durable. Statistics Indonesia a compilé des comptes environnementaux et économiques en utilisant le cadre SCEE et a conclu qu'en 2022, sur la base du pourcentage d'épuisement des ressources naturelles, l'économie indonésienne ne se dirigeait pas encore vers une direction durable.

17. Dans son deuxième exposé, Statistics Indonesia fera part de son expérience dans l'estimation des activités ménagères non rémunérées en utilisant des enquêtes socioéconomiques et des enquêtes sur la main d'œuvre. En Indonésie, où la plupart des femmes adultes décident de s'occuper de la famille et de ne pas se lancer sur le marché du travail, le sujet a une incidence significative sur les questions d'inégalité entre les sexes. Certaines des recommandations existantes conseillent les enquêtes sur les budgets-temps comme principales sources de données. L'exposé abordera aussi la possibilité d'utiliser d'autres sources pour estimer les activités non rémunérées des ménages, comme les enquêtes socioéconomiques et les enquêtes sur la main d'œuvre régulièrement disponibles. Bien qu'elles ne soient pas idéales, ces enquêtes pourraient fournir des données importantes pour estimer la plupart des activités non rémunérées des ménages, c'est-à-dire la production et les intrants en matière de travail ainsi que la consommation d'outils et d'autres biens durables dans la catégorie de la formation brute de capital fixe (FBCF). Dans le même temps, il convient de mentionner que les résultats pourraient être améliorés en complétant les sources de données et en les alignant sur les normes et exigences pertinentes de la comptabilité nationale.

18. L'Office fédéral des statistiques allemand (DESTATIS) fera un exposé sur les certificats d'échange d'émissions de CO₂ dans le compte de capital allemand. L'introduction théorique (système d'échange de quotas d'émission en Europe, classification des actifs économiques, etc.) sera suivie de détails sur la manière dont les données sont collectées dans la balance des paiements allemande et sur les résultats et les enseignements qui découlent de ces données : volume des échanges, tendance, principaux partenaires commerciaux et influence des certificats d'émission de CO₂ sur le compte de capital. En outre, en fonction des résultats de la consultation sur la note d'orientation WS.7 « Treatment of Emission Permits » (Traitement des permis d'émission), les différentes options de traitement pourraient être débattues, en particulier la question de savoir si les certificats d'échange d'émissions doivent être traités comme des actifs non financiers non produits ou comme des actifs financiers.

19. L'exposé de l'ISTAT intitulé « Household final consumption expenditure distributional accounts: harmonising macro and micro data » (Les comptes de répartition des dépenses de consommation finale des ménages : harmonisation des données macro et microéconomiques) fournira un aperçu de l'approche appliquée en Italie pour traiter les dépenses de consommation des ménages en utilisant à la fois les comptes nationaux et les données de l'enquête sur le budget des ménages. Les deux ensembles de données se fondent sur des règlements différents (pour l'enquête sur le budget des ménages, c'est le Règlement (UE) 2019/1700 établissant un cadre commun pour des statistiques européennes, tandis que pour les statistiques des comptes nationaux c'est le système européen des comptes 2010 (SEC 2010)), n'ont pas les mêmes populations de référence (la population présente sur le territoire national à une date donnée, y compris les ménages et les personnes vivant en institution pour les comptes nationaux, et la population résidente à l'exclusion des personnes vivant en permanence en institution pour l'enquête sur le budget des ménages) et diffèrent également dans leurs définitions et concepts. Pour harmoniser les données, on améliore l'ajustement de la population pour des catégories particulières en appliquant le rapport entre les populations des deux ensembles de données, et on utilise des informations supplémentaires telles que les données du compte satellite du tourisme et du Système de comptes de la santé. Une première comparaison entre les ensembles de données a été effectuée pour recenser les catégories comparables, et l'étape suivante consiste à répartir au niveau micro les estimations faites au niveau macro.

20. Dans le cadre du chantier de mise à jour du SCN sur le bien-être, le sujet des comptes de répartition pour le secteur des ménages a reçu une attention particulière. L'exposé de la BCE intitulé « Distributional Wealth Accounts » (Les comptes de répartition du patrimoine) présentera les progrès significatifs réalisés ces dernières années par le Système européen de banques centrales dans la mise au point d'une méthode de compilation pour de tels comptes. Le nouvel ensemble de données combine des données d'enquête sur le niveau de vie des ménages obtenues à partir de l'enquête sur les finances et la consommation des ménages et des comptes trimestriels des secteurs d'activité pour présenter des résultats trimestriels de répartition du patrimoine des ménages, pour la zone euro dans son ensemble et (à ce stade) pour 18 pays européens. L'exposé permettra d'informer le Groupe d'experts de la comptabilité nationale de la méthode employée pour relier les deux sources, et de la manière dont celle-ci s'articule avec la récente note d'orientation relative au SCN sur les comptes de répartition.

21. Des contributions de soutien présentant des expériences et des recherches pertinentes viendront également compléter les débats.

Point 6

L'impact de forts taux d'inflation sur la comptabilité nationale

Contributions : Statistique Canada, Statistics Indonesia (à confirmer), Institut de recherche sociale du Japon, Statistics Netherlands, Office for National Statistics du Royaume-Uni (ONS) et Bureau d'analyse économique des États-Unis (BEA)

22. Les débats au titre de ce point aborderont l'impact d'une inflation élevée sur la comptabilité nationale, la cohérence des coefficients déflateurs dans les statistiques économiques et les éléments que les comptes nationaux devraient prendre en considération en période d'inflation élevée, y compris l'évaluation des risques connexes.

23. L'inflation américaine a augmenté au deuxième trimestre 2021, l'inflation de base, qui exclut les prix de l'alimentation et de l'énergie, passant de 3,2 % à 6,1 % (en taux annuel corrigé des variations saisonnières). La mesure de la variation des prix calculée par le BEA a également augmenté, atteignant 5,9 % au cours de la même période. Les taux élevés de variation des prix se sont maintenus jusqu'au troisième trimestre de 2022, bien qu'ils aient montré des signes de tassement. L'exposé du BEA intitulé « Impact of high inflation in the U.S. national accounts » (L'impact de forts taux d'inflation dans la comptabilité nationale des États-Unis) examinera les défis que doivent relever les comptes nationaux lorsqu'ils tentent d'interpréter l'inflation élevée et les mesures prises pour assurer en temps réel l'exactitude des mesures de volume. Il sera également question de l'importance de disposer

d'outils et de publications qui montrent la relation entre les coefficients déflateurs des comptes nationaux et l'indice des prix à la consommation, et le BEA présentera des analyses et des documents d'examen supplémentaires pour aider à comprendre les moteurs de l'inflation.

24. L'exposé de l'ONS intitulé « Impact of high inflation on national accounts » (L'impact de forts taux d'inflation sur la comptabilité nationale) décrira comment une forte inflation affecte les comptes nationaux directement via les coefficients déflateurs tant du côté des ressources que des emplois et indirectement en modifiant le comportement des consommateurs. Le défi pour le processus de déflation est de savoir comment tenir compte de manière adéquate des changements qualitatifs, qui peuvent être dissimulés pendant les périodes de forte inflation. L'ONS œuvre à l'élaboration d'un portail des déflateurs (Deflator Gateway) permettant d'assurer la cohérence des coefficients déflateurs entre les différents produits dans la comptabilité nationale, et fournissant un forum où l'on peut comparer différentes séries de prix. La période de forte inflation actuelle est considérée comme une occasion de mettre à l'essai ce nouveau modèle dans le contexte britannique.

25. L'inflation élevée au Canada a fait qu'il était difficile de mesurer avec précision le PIB, en particulier lorsqu'il fallait faire appel à de multiples sources de données. L'exposé de Statistique Canada sur la mesure du PIB dans un contexte inflationniste rendra compte de l'expérience du Canada en la matière, en mettant l'accent sur le secteur de l'énergie, qui est sujet à de fortes variations et constitue une composante majeure de l'économie canadienne.

26. Depuis le quatrième trimestre de 2021, les prix de l'énergie ont fortement augmenté. En réponse, le Gouvernement néerlandais a pris des mesures pour atténuer l'effet sur les ménages et les entreprises, notamment la réduction des impôts sur l'énergie et l'introduction d'une remise sur les factures d'énergie et d'un plafonnement des prix de l'énergie. L'exposé de Statistics Netherlands intitulé « Impact of higher energy prices and the mitigating measures on the national accounts » (L'impact sur les comptes nationaux de la hausse des prix de l'énergie et des mesures d'atténuation) expliquera les défis qui ont dû être relevés dans cette situation et comment ils l'ont été dans les comptes nationaux trimestriels. Une attention particulière sera portée aux variables suivantes :

- Coefficient déflateur pour la consommation des ménages ;
- Excédent net d'exploitation des entreprises du secteur de l'énergie ;
- Impôts et subventions sur les produits énergétiques.

27. L'exposé du Département de la comptabilité nationale de l'Institut de recherche sociale du Japon intitulé « Construction deflator estimation to better reflect the worldwide inflation » (L'estimation du coefficient déflateur pour le secteur du bâtiment pour mieux refléter l'inflation mondiale) présentera les changements récemment introduits pour refléter plus précisément l'impact de l'augmentation mondiale des prix des matériaux tels que le bois et le fer sur le coefficient déflateur appliqué au secteur du bâtiment. La « méthode des intrants » actuellement utilisée a été modifiée pour devenir une approche pratiquement fondée sur des prix modèles. L'exposé présentera les résultats comparatifs entre les deux méthodes d'estimation, en mettant l'accent sur la période 2021-2022.

28. L'expérience de Statistics Indonesia en matière de mesure des hausses des prix dans certains secteurs de l'économie sera également présentée au titre de ce point (à confirmer).

Point 7

Indicateurs en temps réel et prévisions immédiates

Contributions : Banque centrale d'Arménie, Office fédéral de la statistique allemand (DESTATIS), Reserve Bank of India, Statistics Indonesia (à confirmer), Banque nationale d'Ukraine, Office for National Statistics du Royaume-Uni et Fonds monétaire international

29. Les utilisateurs sont de plus en plus demandeurs de statistiques produites rapidement. La pandémie de Covid et les pressions inflationnistes actuelles n'ont fait que renforcer ces demandes. En réaction, plusieurs pays et organisations internationales ont commencé à travailler à l'élaboration d'indicateurs en temps réel, souvent sur la base de techniques de

prévision immédiate combinant des informations de périodes antérieures avec des données plus récentes. Le débat au titre de ce point fournira une vue d'ensemble des initiatives en cours dans ce domaine, avec un échange des meilleures pratiques et un examen des difficultés rencontrées dans l'élaboration de ces indicateurs.

30. L'exposé de l'ONS intitulé « Publication and analysis of real-time indicators in the UK context » (La publication et l'analyse d'indicateurs en temps réel dans le contexte britannique) présentera la série d'indicateurs économiques en temps réel publiés chaque semaine par l'ONS, qui comprennent un large éventail de différents types de données, dont des ensembles de données dérivés de sources tant commerciales que publiques et fournis par celles-ci. Il s'agit notamment de données sur les dépenses en temps réel, d'indicateurs relatifs aux transports, d'indicateurs relatifs aux entreprises et à la main-d'œuvre, ainsi que de statistiques sur les variations hebdomadaires et quotidiennes des prix de l'énergie. L'ONS a également pour objectif d'élargir la série d'indicateurs en temps réel qui permettent de mieux comprendre les pressions du coût de la vie. L'exposé abordera les difficultés rencontrées et les possibilités découvertes en cours de route et couvrira des questions telles que : la compréhension et la satisfaction des besoins des utilisateurs ; l'approche retenue pour l'acquisition des données et le développement de partenariats solides avec les fournisseurs ; la rotation de la suite d'indicateurs afin que les équipes de production puissent à la fois élaborer de nouveaux indicateurs et assurer le suivi d'un environnement de production sous haute pression. Enfin, il montrera comment les données en temps réel ont été utilisées pour l'assurance qualité des données des comptes nationaux britanniques.

31. Les comptes nationaux trimestriels restent essentiels, mais la compilation d'indicateurs de l'activité économique à haute fréquence est un complément bienvenu pour répondre à la demande de données plus récemment actualisées. Les organismes officiels de statistique s'emploient à adapter et moderniser leurs produits pour rester pertinents. Si, au fil des ans, le FMI a aidé et continue d'aider les pays à élaborer leurs comptes nationaux trimestriels, il a récemment commencé à les soutenir dans l'élaboration d'indicateurs à haute fréquence qui permettent de suivre l'évolution à court terme de l'activité économique et contribuent à la prise de décisions économiques plus éclairées et à l'élaboration de politiques en connaissance de cause. L'exposé intitulé « Use of open data for compilation of high-frequency indicators of economic activity » (L'utilisation de données ouvertes pour la compilation d'indicateurs de l'activité économique à haute fréquence) décrira les principaux constats concernant la disponibilité des données à haute fréquence auxquels le FMI est parvenu au cours de ses activités de renforcement des capacités. Il abordera également un projet actuellement mené par le FMI qui a pour objet de compléter et potentiellement d'améliorer les activités de renforcement des capacités actuelles en utilisant des sources de données à haute fréquence en libre accès pour élaborer des indicateurs mensuels expérimentaux concernant la croissance économique pour un groupe particulier de pays, en utilisant une méthode basée sur les recommandations relatives au SCN. Le projet vise également à étudier comment les résultats produits par ces indicateurs expérimentaux pourraient être utilisés pour contribuer à l'amélioration de la prévision immédiate du PIB trimestriel pour un groupe particulier de pays.

32. L'exposé de la Reserve Bank of India intitulé « Real-time monitoring of the Indian economy » (Le suivi en temps réel de l'économie indienne) rendra compte des tentatives de suivre les dernières évolutions de l'économie avec le moins de retard possible en utilisant des indices composites sur une base hebdomadaire. L'élaboration de ces indicateurs a été motivée par la nécessité de disposer en temps voulu de statistiques pour éclairer l'action des pouvoirs publics et par les défis posés par la collecte de données pendant la pandémie, ainsi que par les progrès de la transition numérique et de l'automatisation. Ils offrent potentiellement la possibilité de combler le manque d'informations dans les indicateurs mensuels à haute fréquence – jusqu'à présent, un apport crucial pour les délibérations sur la politique monétaire. Deux indices hebdomadaires ont été élaborés : un indice d'activité hebdomadaire à 7 indicateurs et un indice de diffusion hebdomadaire à 15 indicateurs. Pour suivre le redressement en référence à la période d'avant la pandémie, un indice hebdomadaire de reprise a également été conçu. Il est possible de produire des prévisions immédiates préliminaires de la position extérieure globale et de la croissance du produit intérieur brut immédiatement après la fin du mois ou du trimestre de référence en utilisant les moyennes mobiles de 4 et 13 semaines de l'indice hebdomadaire de reprise. D'après l'étude effectuée,

l'indice hebdomadaire de reprise a suivi les flux et reflux de l'activité économique pendant la période de la pandémie, ainsi qu'à l'occasion perturbations plus récentes causées par la guerre en Ukraine.

33. Depuis quelques années, DESTATIS publie une estimation instantanée du PIB trente jours après la fin du trimestre et, pour un usage interne, une prévision immédiate du PIB dérivée seulement des modèles dix jours après la fin du trimestre. Depuis le printemps 2020, le calcul de l'estimation instantanée et de la prévision immédiate du PIB pose de nouvelles difficultés du fait de la pandémie de Covid-19 en cours, des goulets d'étranglement dans l'approvisionnement et les matériaux, de la hausse des prix et de la guerre en Ukraine. L'exposé de DESTATIS intitulé « GDP Flash estimate and GDP nowcast: An R-Shiny app for GDP estimation » (Estimation instantanée du PIB et prévision immédiate du PIB : une application R-Shiny pour l'estimation du PIB) présente un nouvel outil développé pour faire face à ces incertitudes supplémentaires. L'application permet d'effectuer les estimations fondées sur le modèle de manière plus souple, plus rapide et moins sujette aux erreurs qu'auparavant. Elle permet de charger un ensemble complet d'indicateurs qui peuvent être étendus si de nouveaux indicateurs deviennent disponibles. En outre, il est possible de tester différents scénarios d'estimation basés sur des modèles préalablement définis pour les sous-agrégats du PIB. L'application comprend également diverses options d'évaluation graphique permettant d'analyser le PIB estimé, les composantes des ressources et des emplois ainsi que les indicateurs économiques mensuels sous-jacents.

34. L'exposé de Statistics Indonesia intitulé « Nowcasting Indonesian household consumption with Google searches and payment data: A machine learning approach » (Prévision immédiate de la consommation des ménages indonésiens à l'aide des recherches Google et des données de paiement : une approche fondée sur l'apprentissage automatique) présentera des travaux qui exploitent le potentiel qu'offrent les recherches Google et les données de paiement pour ce qui est de prévoir en temps réel la consommation des ménages indonésiens, laquelle représente plus de 50 % du PIB indonésien. Quatre-vingt-cinq indicateurs avec différents délais de publication ont été incorporés dans le modèle. La méthode qui a été élaborée repose sur un modèle incorporant 85 indicateurs et une technique d'apprentissage automatique pour produire des estimations de prévision immédiate plus précises. Les résultats ont été comparés à une méthode populaire de prévision immédiate, appelée le Dynamic Factor Model (DFM). Les essais ont montré que la technique d'apprentissage automatique était plus performante que le DFM, car elle offrait plus flexibilité dans les hypothèses en matière de données et le nombre de prédicteurs. Il ressort en outre des résultats que l'intégration des recherches Google et des données de paiement dans le modèle pourrait améliorer la précision de celui-ci.

35. L'exposé de la Banque centrale d'Arménie intitulé « Nowcasting of CPI » (Prévisions immédiates de l'indice des prix à la consommation) présentera l'utilisation de sources de données non traditionnelles pour obtenir des estimations instantanées de l'inflation pour la période en cours. Des techniques de moissonnage du Web ont été appliquées pour obtenir les données de tous les principaux supermarchés sur une base quotidienne, données qui sont ensuite nettoyées, agrégées et analysées. L'exposé abordera les problèmes de nettoyage des données, de sélection des produits et des magasins et de classification qui surviennent au cours du travail d'estimation, car la qualité des données et la sélection judicieuse des produits et des magasins sont cruciales pour obtenir les meilleurs résultats. Les processus de nettoyage, de classification et de sélection des données ont été menés à l'aide de techniques d'apprentissage automatique et la même procédure que celle utilisée par le comité statistique pour le calcul de l'IPC officiel a été appliquée. L'analyse reposait sur près de 20 millions de points de mesure pour les années 2016 à 2022. Les résultats indiquent que les prix en ligne constituent l'une des meilleures solutions de remplacement par rapport à la collecte et à l'estimation des prix effectuées par le comité statistique et qu'ils sont conformes aux chiffres officiels.

36. Du fait de l'évolution rapide des conditions économiques, il est nécessaire d'accéder aux données en ligne. Ceci est particulièrement pertinent en Ukraine dans le contexte des opérations militaires, étant donné la difficulté de collecter des informations, notamment sur les prix des biens individuels. Ces données sont utilisées à des fins statistiques, pour l'évaluation des données du secteur extérieur (en particulier, les prix à l'exportation et à

l'importation) et pour réagir en temps utile à l'évolution des prix au moyen de la politique monétaire. L'exposé de la Banque nationale d'Ukraine intitulé « Combination of techniques for online price data collection » (Utilisation d'une combinaison de techniques pour la collecte en ligne de données sur les prix) présentera un modèle combiné développé en interne pour la collecte, l'agrégation et l'analyse des prix, qui a montré son efficacité et sa stabilité même dans les conditions actuelles. L'exposé décrira l'architecture du modèle, qui associe la collecte d'informations en ligne et un ensemble de techniques économétriques pour les indicateurs agrégés.

37. D'autres exemples de travaux de pays et d'initiatives internationales en cours pour l'élaboration d'indicateurs en temps réel seront également présentés et alimenteront les débats sur ce point.

Point 8

L'incidence des migrations sur la comptabilité nationale

Contributions : Banque centrale d'Arménie, Banque nationale de la République de Moldova et Office for National Statistics du Royaume-Uni

38. L'application des critères de résidence aux migrants n'est pas toujours simple, car leur statut juridique et la durée prévue de leur séjour dans le pays d'accueil ne sont pas toujours clairs. Du point de vue des statistiques, ces situations floues risquent d'être traitées différemment d'un pays à l'autre, ce qui pourrait nuire à la comparabilité internationale des données. L'objectif du débat au titre de ce point est de mettre en commun les pratiques qu'appliquent les pays pour traiter les migrants dans les comptes nationaux.

39. L'exposé de la Banque centrale d'Arménie intitulé « Impact of high migration on compilation of external accounts statistics » (L'impact de fort taux de migration sur la compilation des statistiques des comptes extérieurs) décrit les difficultés rencontrées l'année dernière pour ce qui est de mesurer la migration et son influence sur l'économie dans la comptabilité nationale et les statistiques de la balance des paiements. La guerre en Ukraine et les sanctions contre la Fédération de Russie ont entraîné une vague de migration et de délocalisation des entreprises vers les pays voisins, dont l'Arménie. Selon différentes données, plus de 100 000 personnes ont quitté la Fédération de Russie pour s'installer en Arménie entre mars et juin 2022, ce qui a entraîné une augmentation rapide de la consommation. L'estimation précise du nombre de visiteurs, l'évaluation de leurs dépenses et le choix des critères de résidence à appliquer sont devenus problématiques pour les statistiques du secteur extérieur. L'exposé présentera le mécanisme qui a été utilisé pour dériver les estimations du compte des voyages dans la balance des paiements, en incorporant des données provenant de différentes sources et en ayant aussi recours au jugement d'expert. En raison de l'insuffisance des informations et de l'incertitude quant à l'évolution future, le nombre de visiteurs étrangers et leurs dépenses dans l'économie arménienne ont été estimés principalement à partir des statistiques sur les migrations et des données sur les paiements par carte. La pierre angulaire était de déterminer le moment où il fallait les reclasser en résidents et modifier le traitement statistique de leur activité économique.

40. L'exposé de l'ONS intitulé « Impact of Migration on National Accounts » (Incidence des migrations sur la comptabilité nationale) présentera les défis associés au paysage actuel, qui impose de produire des données sur trois bases différentes :

- Premièrement, les statistiques démographiques, qui définissent une personne comme un résident habituel à son adresse permanente où elle passe la plupart de son temps. Cette définition est généralement assortie de la condition de résider, ou d'avoir l'intention de résider, pendant au moins douze mois, ce qui inclut les personnes qui migrent vers ou depuis le Royaume-Uni.
- Deuxièmement, les statistiques du travail du Bureau international du Travail, qui portent sur la population résidente du pays, y compris les personnes qui travaillent à l'étranger et à l'exclusion de celles qui résident à l'étranger et travaillent au Royaume-Uni (par exemple celles qui traversent la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande).

- Troisièmement, la comptabilité nationale, qui exige que les statistiques du travail s'alignent sur la frontière de production et prennent donc en compte les personnes qui travaillent au Royaume-Uni (c'est-à-dire en excluant celles qui travaillent à l'étranger et en incluant celles qui résident à l'étranger et travaillent au Royaume-Uni).

L'exposé abordera notamment les questions relatives à la conception de l'enquête et à la collecte des données, ainsi que la nécessité de pouvoir accéder aux données d'autres pays dont les résidents travaillent dans l'économie nationale, et comprendra des propositions sur la manière dont les pays peuvent coopérer pour résoudre les problèmes dans ce domaine.

41. L'exposé de la Banque nationale de la République de Moldova intitulé « Estimation model of refugees' expenditure » (Modèle pour l'estimation des dépenses des réfugiés) décrira les diverses sources de données utilisées par la Banque nationale de la République de Moldova pour fournir une évaluation des transactions des réfugiés ukrainiens dans la balance des paiements de son pays. Le modèle pour l'estimation comprend les principaux éléments suivants :

- L'aide aux réfugiés financée par les autorités moldaves et d'autres secteurs (y compris le logement, la nourriture, les frais de voyage, les services liés à la santé, les services de transport locaux, etc.), calculée à partir de sources de données administratives et sur la base d'hypothèses internes ;
- Les versements financiers effectués par les organisations internationales aux réfugiés et aux familles d'accueil, dont les montants sont calculés sur la base des rapports disponibles ;
- Les services d'hébergement pour compte propre des réfugiés, calculés à partir des rapports statistiques de l'organisme national de statistique ;
- Les autres frais de voyage personnels pour compte propre des réfugiés, calculés à partir de diverses sources de données.

Point 9

Conclusions, prochaines étapes et adoption du rapport

42. Les propositions relatives aux travaux futurs du Groupe d'experts seront présentées et examinées au titre de ce point de l'ordre du jour. Le rapport contenant les principales décisions adoptées à la session sera soumis aux participants pour adoption.

Point 10

Éléments d'information et questions diverses

43. Les résultats des récentes activités de renforcement des capacités entreprises par la CEE en coopération avec des organisations partenaires seront présentés au Groupe d'experts pour information. Les participants qui souhaitent proposer d'autres questions à examiner au titre de ce point de l'ordre du jour sont priés d'en informer le secrétariat dès que possible.
